

Déclaration finale

A l'issue du séminaire « *Gouvernance locale, coopération décentralisée et développement durable* », organisé à l'initiative de Touiza Solidarité en clôture du Programme de « Renforcement des capacités des collectivités locales maghrébines ».

et qui a réuni à l'Europôle de l'Arbois, à Aix en Provence, le 11 décembre 2009, des acteurs des collectivités territoriales, des institutions, des organismes, des universités et de la société civile du Maroc, de l'Algérie, de la Tunisie et de la France.

Considérant

- que les pays du pourtour méditerranéen font partie d'une communauté de destin,,
- que les collectivités locales du Maghreb font face à des attentes toujours plus fortes de leurs citoyens, tant en matière de décentralisation que de démocratisation,
- que ces processus sont longs et difficiles à mettre en place et qu'ils requièrent la mobilisation de tous les acteurs concernés,
- que ces questions demeurent une priorité pour les Etats maghrébins, soutenus dans cette démarche par la coopération française,
- que ces démarches convergent avec l'esprit de la Stratégie méditerranéenne du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur et de nombreuses collectivités locales qui entretiennent des relations de coopération décentralisée avec des collectivités maghrébines,
- que ces démarches convergent également avec le projet pour la Méditerranée dont le processus doit associer les collectivités territoriales du pourtour de la Méditerranée.

Les participants au séminaire déclarent que :

- pour accélérer et étayer le processus de décentralisation en cours, le renforcement des capacités des collectivités territoriales du Maghreb doit devenir une priorité pour tous les acteurs impliqués dans le développement local, au Maghreb, comme en France,
- en conséquence, le programme de formation des cadres et élus des collectivités territoriales du Maghreb doit :
 - se poursuivre et se renforcer pour toucher davantage de bénéficiaires,
 - contribuer toujours davantage à renforcer la connaissance mutuelle entre acteurs méditerranéens, et plus particulièrement, les liens entre les maghrébins eux-mêmes dans leur pays et en France et entre ceux-ci et les français d'origine maghrébine,
 - poursuivre ses actions en faveur d'une « ville durable », mais également, mieux prendre en compte les besoins spécifiques des zones rurales en matière de renforcement des capacités,
 - s'inscrire clairement dans les grands défis auxquels sont confrontés les acteurs locaux, tels que le chômage, la pauvreté, les difficultés d'accès aux services de base...,
 - prendre en compte les besoins de renforcement des compétences en matière de lutte contre le changement climatique et de mise en place d'un nouveau modèle de développement durable.

Ils déclarent également :

- qu'il est nécessaire de mettre en œuvre un processus structuré d'échange de bonnes pratiques entre collectivités territoriales maghrébines, avec l'appui de la coopération décentralisée française,
- que des moyens soient mobilisés pour développer et donner l'envergure nécessaire à la coopération décentralisée euro-méditerranéenne, mis en œuvre dans le passé par l'Union européenne, à travers le programme Med.